

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 25 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SERRE FRERES & Cie

927, chemin des Garrigues
84560 Ménerbes

Références : D-0311-2023
Code AIOT : 0006402062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement SERRE FRERES & Cie implanté 927, chemin des Garrigues 84560 Ménerbes. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRE FRERES & Cie
- Les Garrigues 927, chemin des Garrigues 84560 Ménerbes
- Code AIOT : 0006402062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Serres Frères et Cie est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert et son installation annexe de taille de pierre par arrêté préfectoral du 14/05/1996, implantée sur le territoire de la commune de Ménerbes. La production annuelle maximale autorisée est de 14 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 17/10/2017
- front d'abattage
- bornage
- interdiction d'accès
- bruits

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 14/05/1996, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 14/05/1996, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	/	Sans objet
4	Bruits	Arrêté Préfectoral du 14/05/1996, article 21-1	/	Sans objet
5	équipements de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20	demande d'actions correctives suite à la visite du 17/10/2017	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 2 non-conformités au cours de cette visite, relatives au bornage du périmètre autorisé et aux dispositifs de limitation d'accès au site. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Front d'abattage



Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'abattage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : La visite d'inspection du 20/04/2023 a permis de constater que le carreau N°3 est en cours d'exploitation. L'extraction du carreau a débuté en 2008 et l'extraction s'effectue selon le principe de havage. Le remblaiement du carreau est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction. Pour l'année 2022 le volume extrait est de 386 m3 soit 733 t/an. 
Exploitation du carreau N°3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/1996, article 6
--

Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer les bornes nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats: sur la base du plan topographique du 16/02/2021, une vérification de la présence de bornes a été menée lors de la visite d'inspection du 20/04/2023 . La présence d'aucune borne n'a pu être constatée.
Observations : L'exploitant doit procéder au renouvellement du bornage et joindre un reportage photos dans un délai n'allant pas au delà de 3 mois. Les justificatifs seront transmis à Madame La Préfète de Vaucluse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/1996, article 13	
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.	
Constats : La visite d'inspection du 20/04/2023 a permis de constater que le site est clôturé (constat effectué par sondage). Par endroit certaines clôtures sont distendues. Sur le pourtour de l'exploitation, il est constaté un seul panneau mais sans mention. A l'entrée, le site dispose d'un portail d'accès. A côté de celui-ci et placé en hauteur, il est constaté la présence d'un panneau entouré de végétation et mentionnant le nom de la société et l'autorisation d'exploiter. L'accès au bassin est clôturé avec un panneautage indiquant les dangers.	
 <p>Clôtures distendues</p>	 <p>Absence de panneautage</p>



Observations : L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, procéder à la réfection des clôtures distendues, apposer le panneautage dédié et rendre visible le panneau à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/1996, article 21-1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les bruits émis par la carrière et ses installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtroissent ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin,terrasse) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :- 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés. L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

la visite d'inspection du 20/04/2023 a permis de constater que l'exploitant a procédé à la réalisation d'une campagne de mesure d'émissions sonores le 10/01/2023.. Les points 1, 2, 3 et 4 situés en limite d'exploitation ont fait l'objet d'un contrôle du niveau de bruit en limite.Le point 5 situé au niveau du riverain le plus proche du site, a fait l'objet d'un contrôle d'émergence. Les émergences et les valeurs en limite de site relevées sont conformes aux seuils réglementaires.

émergences

Point de Mesure	Période	Heures	Leq dBA	L50 dBA	Marche Installation (M/A)	Émergence	Seuil réglementaire	Conformité
5	Diurne	11h27	44,6	42,9	M	0,3	6	Conforme
		12h00	44,3	42,2	A			

niveaux de bruit limite

Point de mesure	Période	Leq dBA	Heure	Marche Installation (M/A)	Seuil réglementaire à ne pas dépasser (dBA)	Conformité
1	Diurne	56,2	9h05	M	70 dBA	Conforme
2	Diurne	46,8	10h53	M	70 dBA	Conforme
3	Diurne	52,5	10h20	M	70 dBA	Conforme
4	Diurne	60,3	9h45	M	70 dBA	Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, inspection du 17/10/2017
Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : constat de la visite du 17 octobre 2017 : l'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification des moyens de lutte contre l'incendie. Par courriel du 11/05/2023, l'exploitant a produit le registre des visites de contrôle annuel, effectuées par un prestataire extérieur. Il s'agit en particulier de la vérification des extincteurs (pelle, caterpillar, cuve...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet